

Toubib or not toubib

3.471 candidats ont passé vendredi l'examen d'entrée en médecine et dentisterie. Une épreuve qui ne fait pourtant toujours pas l'unanimité.

REPORTAGE

JEAN-PAUL BOMBAERTS

Il est 7 heures du matin. Le jour se lève à peine et plusieurs dizaines de personnes attendent devant les grilles du palais 5 du Heysel. Ils sont deux heures à l'avance mais qu'importe, ils jouent leur carrière professionnelle. Un peu plus tard, entre 7h30 et 8 heures arrive le gros des candidats pour l'examen d'entrée en médecine et dentisterie. Sur les 4.080 inscrits, ils sont finalement 3.471 à se présenter, soit un taux de participation de 85%. Certains sont accompagnés de leurs parents, venus les encourager. Le ciel est bas et chargé. Comme pour accentuer le poids du stress qui pèse sur les épaules de ces jeunes candidats.

C'est la première fois en Communauté française qu'une telle sélection est opérée à l'entrée du cursus de médecine. Une décision qui ne plaît pas à tout le monde, y compris à Julien Nicaise, administrateur de

l'Ares, l'organisme interuniversitaire désigné pour organiser l'examen. «On peut discuter de l'opportunité pédagogique de la démarche. À titre personnel cependant, je me demande s'il est logique de contraindre à l'entrée des études alors qu'on se dirige vers une pénurie de médecins dans un futur assez proche.»

Dissuader la triche

À l'entrée du palais 5, vestige de l'exposition universelle de 1935, les étudiants passent un contrôle d'identité, les sacs sont fouillés et passés au scanner. Question de sécurité. On vérifie que les téléphones portables sont

éteints, que les candidats ne disposent pas d'appareils de communication et qu'ils ne sont pas pourvus d'écouteurs, oreillettes, boules Quiès, etc. Question de dissuader les tricheurs potentiels.

Une fois ces formalités accomplies, chacun part s'installer à la place qui lui a été assignée dans un des trois palais du Heysel. À 9 heures, les grilles se ferment, les choses sérieuses peuvent commencer.

Les questionnaires disposés sur les tables sont à choix multiple. La matinée est consacrée à 4 matières scientifiques (chimie, biologie, physique et mathématiques), l'après-midi à des matières non-scientifiques mais tout aussi indispensables pour faire un bon médecin (analyse, communication, éthique et empathie). Les questions sont les mêmes pour tout le monde mais elles ne sont pas énoncées dans le même ordre. «Un procédé anti-triche classique dans les universités», précise Julien Nicaise.

Chaque rangée de 12 candidats est sous la responsabilité d'un des 350 surveillants engagés pour l'occasion. Compte tenu du gigantisme des lieux, certains circulent à vélo. Le silence règne, ça phosphore...

«Franchement abordable»

Sept heures plus tard, à la sortie, Marine T'jampens, Tournaisienne, affiche une mine plutôt soulagée. «Moins dur que ce que je ne pensais, c'était même franchement abordable.» Issue de la filière «sciences 6 heures», elle était plutôt bien armée pour affronter l'épreuve. Elle a complété sa préparation avec deux semaines de cours intensifs en

août.

Julie Faustino, Ardennaise, pense également avoir fait une bonne prestation. Elle estime du reste qu'un tel examen n'est pas une mauvaise chose. «Au moins on est fixé et on évite de se lancer en première année sans savoir si on a les capacités. C'est en tout cas mieux qu'un concours en fin de première année.»

Tel n'est pas l'avis pourtant de deux étudiants de l'ULG que nous croisons un peu plus loin. «Il ne devrait y avoir ni examen ni concours, puisqu'on a des pénuries de praticiens.» Ils ont déjà derrière eux une première année de médecine et ils ont participé à l'examen au cas où ils auraient échoué en seconde session. Ici encore, ils ne sont pas sûrs de leur affaire. «C'était fort difficile.»

On ne peut du reste pas exclure de quelconques recours contre l'examen. «Les recours sont devenus chose courante en Communauté française», ironise Julien Nicaise. L'examen d'entrée a en effet été contesté une première fois devant la Cour Constitutionnelle par quatre étudiants de première année, mais ceux-ci n'ont pas obtenu gain de cause. Avant cela, le concours en fin de première année avait été attaqué à deux reprises devant le Conseil d'État.

600.000 euros

Une telle organisation, on s'en doute, implique un certain coût. L'Ares a reçu une subvention de 800.000 euros de la Communauté française: 600.000 euros pour l'examen et 200.000 euros pour le TOSS, le test d'orientation du secteur de la santé, sorte de répétition générale qui s'est tenue en juillet et qui n'avait souri qu'à 15% des candidats.

Pour les candidats, l'examen est gratuit, contrairement à la Flandre. Tout juste demande-t-on 30 euros qui sont reversés au candidat s'il se présente effectivement à l'examen.

Les copies seront corrigées par un jury désigné par le gouvernement et composé de 10 académiciens (2 par université). Les résultats doivent être communiqués pour le 18 septembre au plus tard (date de la rentrée académique), «mais il y a de fortes chances que cela soit plus tôt», assure Julien Nicaise.

Les chances de réussite sont réelles mais limitées. Le ministre Jean-Claude Marcourt a parlé de 10%. Julien Nicaise rappelle pour sa part que le dernier examen côté flamand a donné 27% de réussite. Il précise cependant qu'il ne s'agit aucunement d'un «concours déguisé». «Il n'y aura pas de classement des candidats, c'est un examen sélectif mais transparent», assure-t-il.

Il suffit dès lors de réaliser un score de 8/20 pour chacune des matières et une moyenne générale de 10/20 pour obtenir le précieux ticket d'entrée en médecine.

De toute manière, Marine et Julie ont leur plan B: «Si on rate, on s'inscrit en sciences biomédicales cette année et on recommence l'examen d'entrée dans un an.» Leur objectif: devenir spécialistes.

10/20

Pour réussir l'examen d'entrée, il faut minimum 8/20 dans chaque matière et 10/20 comme moyenne générale.